



PROMOTION *GÉNÉRAL GALLOIS*

2016 -2017

QUE VEUT ERDOGAN ?



Commissaire principal Anne-Lise Breton

Sous la direction de :

M. Morgan Lemesle

Professeur agrégé de philosophie

Table des matières

I.	Les ennemis intérieurs d'Erdogan	7
a.	Le reste du kémalisme	7
1.	La problématique de l'armée turque : le rôle du glaive	7
2.	L'AKP : un parti unique néo-islamiste ou néo-ottoman ?	10
b.	La confrérie de Gülen	12
c.	Le problème kurde	14
II.	La politique étrangère d'Erdogan : la tentative néo-ottomane de Davutoglu	17
a.	Le plan d'Ahmet Davutoglu (La profondeur Stratégique – 2001)	17
b.	L'échec de la politique de Davutoglu	19
1.	L'échec de Davutoglu au Sud et à l'Ouest	19
□	L'échec de la politique de Davutoglu en Tunisie	20
□	L'échec de la politique de Davutoglu en Libye	20
□	L'échec de la politique de Davutoglu en Egypte	21
□	L'échec de la politique de Davutoglu en Palestine	22
2.	L'échec de Davutoglu vis-à-vis de l'Est	22
III.	La synthèse islamo-nationaliste	24
a.	L'islamo-nationalisme : un produit de l'histoire récente	24
b.	Les limites politique et économique de l'islamo-nationalisme	26
1.	Les limites politiques : la Turquie vis-à-vis du Nord	26
□	S'agissant de l'Union Européenne (UE) :	26
□	S'agissant de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN)	29
□	S'agissant de la Russie	30
2.	L'économie turque, force ou talon d'Achille d'Erdogan ?	30
	Conclusion :	33

RESUME

Recep Tayyip Erdogan, président charismatique de la République de Turquie depuis août 2014, est souvent présenté comme un « nouveau Sultan » qui vise à replacer son pays au cœur de l'échiquier géopolitique de la région. S'il semble parvenu à promouvoir la Turquie comme une puissance centrale et incontournable, dispose-t-il pour autant d'une marge de manœuvre suffisante pour bâtir une stratégie efficiente en interne et en externe? La démonstration est la suivante : si Erdogan semble mener une politique fluctuante, cela n'est probablement pas le cas. Il veut être le souverain autocratique élu, et donc légitime, d'un pays dont l'orientation est historique et nationale à fondement musulman, sur la base du rejet du kémalisme et du néo-ottomanisme. On ne peut pas ainsi affirmer qu'il est le Calife d'Istanbul, car cela signifierait la réussite de la politique néo-ottomane. En fait, Erdogan mène une politique peu lisible, en voulant faire tout et son contraire.

Ce mémoire tentera de montrer que « l'ère Erdogan » est en réalité composée de 2 périodes, avec des problématiques et des choix quasiment opposés.

ABSTRACT

Recep Tayyip Erdogan, the charismatic president of the Republic of Turkey since August 2014, is often presented as a "new Sultan" who aims to place his country at the heart of the 'geopolitical-chessboard' of the region. If he has succeeded in promoting Turkey as a key power which is impossible to ignore, does he have sufficient room for maneuver to build an efficient strategy, both internally and externally? If Erdogan seems to have a fluctuating policy, this is probably not the case. He wants to be the autocratic (but elected and therefore legitimate) sovereign, of a country whose orientation is historical and nationalistic with a Muslim foundation, based on the rejection of Kemalism and neo-Ottomanism. One can not thus assert that he is the Caliph of Istanbul, for that would signify the success of Neo-Ottoman policy. In fact, Erdogan has an ill-conceived policy, wanting to do everything and at the same time its opposite. This memoir will try to show that "the Erdogan era" is actually composed of two periods, with two approaches almost diametrically opposed.

Se demander ce que veut Recep Tayyip Erdogan revient à s'interroger sur la stratégie qu'il mène depuis quinze ans à la tête de la Turquie. Il la dirige depuis 2002, d'abord comme Premier ministre de mars 2003 à 2012 puis comme Président, et tente de répondre aux difficultés de son pays par une politique intérieure volontariste et des alliances diplomatiques changeantes. La Turquie est un état de 78 millions d'habitants, fortement urbanisé. Elle est incontournable par sa taille (784 000km²), sa démographie et sa position géographique, et mène une politique extérieure dynamique à 360 degrés. Mais depuis six ans, la situation s'est peu à peu modifiée, du point de vue démocratique et des droits de l'homme, avec la question du respect de l'état de droit. Par ailleurs, on assiste à une polarisation croissante sur la scène intérieure, sur les aspects politique, ethnique (question kurde) et confessionnelle. Enfin, les choix diplomatiques semblent être difficiles à mener, entre isolement et intervention. Les événements du 15 juillet sont essentiels pour comprendre la rigidification actuelle du pouvoir turc : si elle est la traduction de la défense légitime de l'Etat, cela prend une tournure inquiétante, illustrée par un pouvoir qui élimine toute forme de contestations. L'état d'urgence décrété le 20 juillet 2016 pour une durée de 3 mois, et reconduit depuis, a notamment ravivé les tensions avec les alliés occidentaux. La Turquie est un pays qui inquiète, coincé au cœur de tourmentes géopolitiques. La situation, délicate depuis longtemps, tend à devenir de plus en plus complexe : assiste t-on à une dérive autoritaire du président Erdogan ? Celui-ci vise t-il une islamisation du pays au travers du démantèlement de l'héritage kémaliste ?

Recep Tayyip Erdogan est une personnalité complexe : âgé de 62 ans, il a gravi peu à peu toutes les marches du pouvoir pour accéder à la présidence de la République en août 2014. Ses origines, moins modestes que ce qu'il prétend pour asseoir sa popularité, sont fortement teintées d'islam. A leur lumière, son parcours est plus lisible et cohérent car tourné vers l'objectif de faire de la Turquie un pays influent et fort, qui repose sur des fondements islamiques. L'acteur clé de l'arrivée d'Erdogan est le parti AKP, outil de prise de pouvoir et de maintien au pouvoir depuis 2002. Ce parti conservateur a remarquablement contribué à l'essor économique du pays.

C'est à la lumière de ces trois grands pans du paysage turc qu'il paraît possible de définir les grandes tendances de ce que veut le Président Erdogan. C'est ce qui rend le sujet particulièrement intéressant dans le contexte actuel. La question est mouvante : son étude est motivante sur ce point, pour essayer de comprendre à travers une actualité foisonnante ce que veut aujourd'hui le président Erdogan pour son pays.

La Turquie est depuis quelques années au cœur des problématiques géopolitiques qui agitent le Moyen-Orient, plus particulièrement à la lumière des événements de cet été avec le putsch militaire du 15 juillet 2016,

L'arrivée de Recep Tayyip Erdogan à la présidence de la République en août 2014, après 11 ans à la tête du gouvernement, est considérée comme un nouveau chapitre de l'histoire du pays. Est-ce une nouvelle ère fondée sur la réaffirmation de l'Islam comme raison d'être de la politique du pays, ou bien au contraire le prolongement de l'ère kémaliste sous une forme modernisée. Les auteurs d'articles ou intervenants d'émissions adoptent généralement des avis très tranchés et souvent inconciliables. L'exemple des trois auteurs des ouvrages principaux de la bibliographie est emblématique : selon Tancredi Jossier, Erdogan en a fini avec l'héritage kémaliste : son souhait principal est de réislamiser la Turquie et de fermer définitivement la parenthèse laïque ouverte par Atatürk. Sa thèse est donc clairement anti-kémaliste. Au contraire, Nicolas Cheviron et Jean-François Pérouse défendent une thèse totalement inverse : selon eux, Erdogan serait un héritier de Kemal, et ainsi le second fondateur de la Turquie, en quelque sorte l'égal d'Atatürk. Par intelligence politique, il n'aurait jamais rejeté cette figure, adoptant le même discours et le même projet de forger un homme nouveau, un turc républicain mâtiné de souveraineté nationale et de conservatisme religieux. Ces auteurs insistent sur le souci du président Erdogan de construire un récit qui glorifie sa trajectoire, même si, se sentant de plus en plus assiégé par le contexte interne et externe, il est dans une phase de rigidification dont nul ne connaît l'issue. Quoiqu'il en soit, il apparaît légitime de se demander ce que veut réellement Erdogan pour son pays ou pour lui-même. Il est difficile de savoir quelle est sa marge de manœuvre tant les équilibres actuels de la région sont précaires. Manœuvre-t-il pour lui-même ou pour la construction d'une nouvelle Turquie ? A-t-il toujours mené une stratégie linéaire, ou au contraire ne s'est-il pas adapté au contexte interne et international ? Le sujet est extrêmement volatile : la Turquie est actuellement en pleine tourmente, tant du point de vue interne notamment depuis le putsch avorté de juillet dernier, que du point de vue externe avec les différents revirements d'alliances opérés par le Président Erdogan vis-à-vis de ses alliés historiques ou d'opportunité. En outre, la documentation générale disponible est très abondante : quotidiennement ou presque, des articles paraissent et des émissions sont diffusées, de telle sorte qu'il est parfois complexe de prendre de la hauteur sur le sujet. Cette analyse de la géopolitique turque porte essentiellement sur les 15 dernières années, jusqu'à la fin de l'été 2016.

Recep Tayyip Erdogan, président charismatique de la République de Turquie depuis août 2014, est souvent présenté comme un « nouveau Sultan » qui vise à replacer son pays au cœur de l'échiquier géopolitique de la région. S'il semble parvenu à promouvoir la Turquie comme une puissance centrale et incontournable, dispose-t-il pour autant d'une marge de manœuvre suffisante pour bâtir une stratégie efficiente en interne et en externe? La démonstration est la suivante : si Erdogan semble mener une politique fluctuante, cela n'est probablement pas le cas. Il veut être le souverain autocratique élu, et donc légitime, d'un pays dont l'orientation est historique et nationale à fondement musulman, sur la base du rejet du kémalisme et du néo-ottomanisme. On ne peut pas ainsi affirmer qu'il est le Calife d'Istanbul, car cela signifierait la réussite de la politique néo-ottomane.

Ce mémoire tentera de montrer que « l'ère Erdogan » est en réalité composée de 2 périodes, avec des problématiques et des choix quasiment opposés.

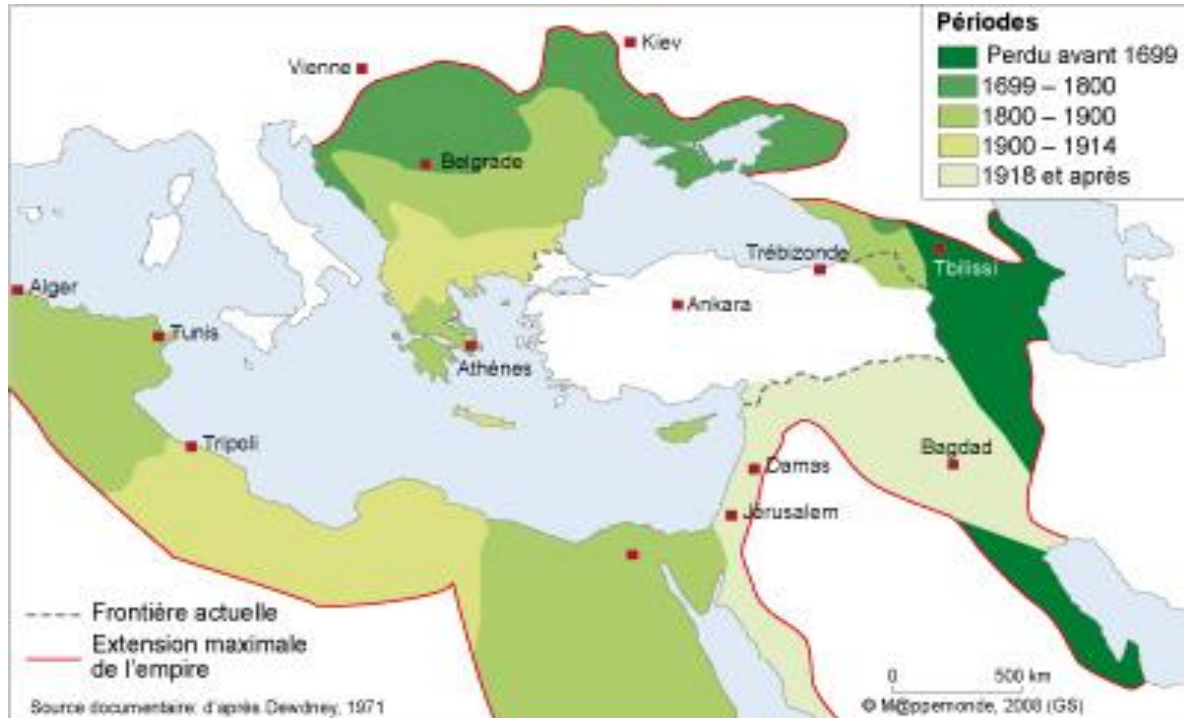
I. Les ennemis intérieurs d'Erdogan

Erdogan souhaite faire de son pays une « Nouvelle Turquie ». Pour faire de son pays une grande puissance, il a dû dans un premier temps d'éliminer toutes les résistances intérieures. Erdogan s'est ainsi trouvé engagé sur plusieurs fronts que nous allons aborder successivement.

a. Le reste du kéralisme

1. La problématique de l'armée turque : le rôle du glaive

Recep Tayyip Erdogan est souvent présenté comme l'homme qui a mis un terme à la mainmise de l'armée sur la vie politique. Il est vrai que celle-ci avait une place extrêmement importante au sein des institutions depuis 80 ans. Après la débâcle de la Première guerre mondiale, le Sultan-Calife Mehmet VI signe le traité de Sèvres en 1920: il prévoit la création d'un Etat arménien dans l'Est du pays et d'une région kurde autonome au Sud-Est. L'Empire ottoman, vieux de 6 siècles, est totalement démantelé. Ce traité s'avère plus préjudiciable à l'entité turque que ne fut le traité de Versailles pour l'Allemagne.



In Mappemonde. Numéro 90. Février 2008. Jean-François Pérouse. <http://mappemonde-archive.mgm.fr/num18/articles/art08204.html>

La Turquie se limite désormais au plateau anatolien, la France et le Royaume-Uni se partageant le monde arabe. C'est donc l'existence même de la nation turque qui se trouvait

menacée : ce fait national, sous l'impulsion de Kemal, se transforme en réaction nationale, doublée d'une révolution intérieure. Mustafa Kemal est un « jeune turc » de l'avant-guerre, promu héros national depuis la bataille de Gallipoli en 1916, qui se situe à la frange la plus radicale de la révolution. Il veut moderniser les institutions turques, mais surtout changer la nature même du régime en déposant le sultan, préalablement à l'instauration d'une République laïque. En effet, militaire de carrière, il refuse ce démembrement de l'Empire pour lequel il a combattu. Kemal bâtit son régime sur les ruines de celui-ci : il veut construire un pays neuf, indépendamment des options confessionnelles. Il décide de changer de capitale : Ankara devient le symbole politique de la résistance au traité de Sèvres. Kemal impose une vision très autoritaire : alors que la population espérait la naissance de l'Etat turc en réaction contre les puissances chrétiennes, et donc l'émergence d'une Turquie fortement teintée d'Islam, Kemal impose une vision totalement laïque. Cette laïcité (« laiklik ») est la pierre angulaire de la nouvelle Turquie républicaine. L'imposition de cette vue déclenche logiquement de fortes tensions internes, mêlant résistances communautaires et religieuses. Selon Mustafa Kemal, la Nouvelle Nation Turque doit se doter d'un nouvel Etat, émanation de l'armée. Le 1^{er} novembre 1922, il met fin au Sultanat de Mehmed VI. Elu à la présidence de l'Assemblée Nationale en 1920, il proclame la République en 1923. . Cette même armée est à l'origine du nouvel Etat turc : « En 1923, c'est l'armée qui crée l'Etat, et l'Etat qui crée la nation. Cette matrice va déteindre sur toute la société turque »¹.

Le califat est aboli en 1924. La création de l'Etat turc par l'armée, ce en contradiction profonde avec les aspirations naturelles de la société turque, explique le mouvement de balancier entre Islam et armée (coups d'état de 1960, 1971, 1980 puis 1997). Pour autant, peut-on affirmer que la société de Kemal est vraiment devenue laïque ? Si les réformes de fond des années 1920 et 1930 témoignent de travaux d'ampleur en ce sens (interdiction des costumes religieux hors des lieux de culte en 1934 ou rejet du voile pour les femmes), il n'en reste pas moins que ces profonds changements se limitent essentiellement aux élites urbaines, notamment à Ankara : « Cette ville qui peut parfois s'apparenter à un décor en carton-pâte est à l'image de la révolution kémaliste »².

La disparition du califat amènera sa relève par les Frères Musulmans dès 1926 : le bilan du passage de Kemal est positif du point de vue économique, mais la résurgence de l'islamisme au plan sociétal sera attisée par les Frères musulmans dès 1926 la persistance de l'irrédentisme kurde ne saura se démentir.

¹Tancrède Jossieran. *La nouvelle puissance turque, l'adieu à Mustapha Kemal*. Editions Ellipses. P.12

² Id. P.17

L'arrivée du *Adalet ve Kalkinma Partisi* (AKP) au pouvoir le 14 août 2001 est un vrai séisme : le nouveau parti s'affirme comme le représentant des « turcs noirs »³ et du pays réel, marginalisés dans le système antérieur par les « turcs blancs ». La population turque se reconnaît dans l'AKP et Erdogan, qui défendent le principe de prise en compte des musulmans dans les instances décisionnelles du pays. Lors de sa création, l'AKP dispose d'une étiquette rassurante de « conservateur démocratique », qui lui donnera le soutien de l'UE, dans le cadre notamment des négociations d'adhésion. Cette stratégie lui permet de rogner petit à petit les pôles d'opposition que sont l'armée ou la magistrature. Fetullah Gülen, alors encore allié à Erdogan, revendique ouvertement cette stratégie d'infiltration : « Vous devez vous déplacer dans les arcanes du système sans que personne ne remarque votre existence jusqu'au moment où vous accéderez aux centres du pouvoir... Toute action entreprise au préalable serait inopportune. A l'image d'un œuf qui éclot sans être arrivé à maturité. Ce serait tuer le poussin à l'intérieur ».⁴ Morsi a tenté en vain d'imposer cette stratégie en Egypte entre 2011. Dès 1989, dans le cadre d'un meeting du Refah précédant les élections municipales, Erdogan préconisait « Ne soyez pas trop frontaux avec les personnes avec qui vous allez avoir affaire. Ne vous lancez pas dans des débats ayant trait à la religion. (...)Soyez affable et attirants ».⁵ A propos de l'armée, il ne rentre pas en confrontation directe à cette époque-là : il se montre volontiers accommodant en affirmant même que ses rapports avec les militaires sont excellents.⁶ Voire même en affirmant son attachement à une nouvelle laïcité, même moins militante que la laïcité défendue par les kémalistes. Ces changements, voire cette conversion aux principes de la laïcité a fait douter de nombreux observateurs de l'authenticité de l'attitude, stratégie de dissimulation (sur le modèle de la *taqiya*) ou calculs politiques opportunistes ? Ce constat n'est pas sans rappeler, en outre, celui qu'effectuait Charles Maurras sur la IIIème République en opposant « pays réel » au contact de la vie quotidienne et « pays légal » représenté par les institutions. Comme l'énonce Tancrède Jossieran dans son ouvrage, « le succès de l'AKP valide la montée d'une nouvelle élite islamiste »⁷. A compter de 2007, il n'a plus de cesse de mettre en place des mesures restreignant les pouvoirs de l'armée : par exemple, abrogation de l'article qui empêchait les

³ On oppose traditionnellement deux pans de la société turque : les turcs blancs représentent l'ancienne élite politique européanisée et l à la laïcité fondée par Atatürk et défendue par l'armée. Les turcs noirs, même de plus en plus urbanisés, sont issus des milieux ruraux et remettent le modèle laïc, qui serait discriminatoire à l'égard des musulmans.

⁴ Tancrède Jossieran. *La nouvelle puissance turque, l'adieu à Mustapha Kemal*. Editions Ellipses. P.91

⁵ Nicolas Cheviron et Jean-François Pérouse. *Erdogan, nouveau père de la Turquie ?* Editions François Bourin. P. 115.

⁶ Id. P. 131.

⁷ Tancrède Jossieran. *La nouvelle puissance turque, l'adieu à Mustapha Kemal*. Editions Ellipses. P.29

poursuites contre les auteurs du putsch de 1980 ou possibilité pour la cour constitutionnelle de juger le chef de l'état-major et les chefs des quatre armes en cas de crime commis dans l'exercice de leurs fonctions. L'AKP étant victorieux aux élections de 2007, il peut arguer, et il le fera systématiquement après, d'une opposition entre un peuple qu'il prétend incarner et des groupes ploutocratiques, comme l'armée, qui n'admettraient pas sa légitimité. En juillet 2011, la rupture est consommée avec la démission du chef d'état-major des armées, qui n'avait plus le choix qu'en se soumettre et partir.

Aujourd'hui, dans le contexte post-putsch, on assiste à un paradoxe intéressant : en effet, Erdogan est contraint de rappeler des kémalistes pour remplacer les gülenistes qu'il a évincés. En effet, les purges qui ont suivi le putsch raté ont décapité une partie des militaires, notamment au sein de l'armée de l'air (280 pilotes sur 600 ont été exclus).

2. L'AKP : un parti unique néo-islamiste ou néo-ottoman ?

L'AKP, le Parti de la justice et du développement, a été créé le 14 août 2001 par Binali Yildirim en pleine crise financière turque. Il représente le vivier d'un parti démocrate conservateur (il se compare, du moins à ses débuts, aux partis chrétiens démocrates européens). Le nom du parti est souvent abrégé comme « AK parti », qui signifie « parti pur », emblématique de ses tendances islamisantes. Le logo du parti est une ampoule d'où partent sept traits de lumière représentant les régions turques. RT Erdogan a grandi dans un milieu conservateur, éduquée dans une école imam-hatip (collège public de formation des imams et prédicateurs), membre précoce de l'Union nationale des étudiants turcs (MTTB) et membre des confréries : tout le prédisposait en fait à une carrière de leader de l'islam politique. A compter des années 80, il s'engage de plus en plus en politique, notamment dans le cadre du Parti de la Prospérité (Refah Partisi, RP) où il s'impose comme le bras droit de Necmettin Erbakan, considéré comme le père de l'islamisme turc. Le Refah lui permet de prendre la tête de la mairie d'Istanbul en 1994, ce qui accroît encore sa stature politique en plein essor. Signe des temps qui changent, Erdogan impose lors du premier conseil municipal la lecture d'une prière musulmane en lieu et place de la traditionnelle minute de silence pour Atatürk. Lors de son emprisonnement en 1999 (sur lequel nous reviendrons plus tard) sur le seul motif de ses déclarations, Erdogan devient le symbole des opprimés aux yeux des turcs, contribuant encore à sa grande popularité. De cette période également, il a mûri son projet de futur parti politique : « Ma conviction était qu'on ne pourrait parvenir à quelque chose que si

on pouvait produire nous-mêmes notre propre modèle. C'est ainsi qu'est née la conception du conservatisme démocrate ».⁸

L'AKP joue un rôle central en Turquie depuis 2002, date de sa victoire aux élections. Il est le successeur du Parti de la Vertu, parti aux mains de jeunes réformateurs comme Erdogan. Recep Tayyip Erdogan devient Premier ministre, et ce sans interruption pendant 10 ans, avant de devenir le premier président de la République élu au suffrage universel direct en août 2014. Il succède à Abdullah Gül, à qui il a peu à peu grignoté le pouvoir, notamment en gonflant l'administration du Premier ministre et en comptant sur ses fidèles amis qu'il a ramenés de la mairie d'Istanbul. Nicolas Cheviron et Jean-François Pérouse avancent que, plaçant ses proches aux postes clés « au détriment de personnalités plus indépendantes et plus expérimentées, le Premier ministre privilégie l'obéissance à la compétence ».⁹ L'AKP a clairement contribué au redressement du pays et à la réduction très sensible de la pauvreté, ce qui explique largement le soutien au parti des classes populaires. Ces succès économiques d'Erdogan ont ainsi pu laisser entendre qu'il existait un lien entre le processus de libéralisation demandé par Bruxelles et la défense des autorités religieuses. La participation aux élections, qui se déroulent de manière satisfaisante selon les critères de l'OSCE, est très forte : Erdogan bénéficie donc d'une grande légitimité électorale, dont il se réclame d'ailleurs de plus en plus au fur et à mesure des élections locales ou nationales. Celle-ci flatte par là-même son penchant autoritaire. On peut d'ailleurs se demander si cette apologie de la démocratie ne se réduit pas de plus en plus à ces élections.

L'AKP a été dirigé par Ahmet Davutoglu, également premier ministre d'août 2014 à mai 2016, date de son limogeage par Erdogan. Il a tenté d'imposer une vision néo-ottomane à son pays, dont le bilan est très mitigé (cf. *infra*). Il cultivait une grande nostalgie de la grandeur ottomane, fondée sur les valeurs traditionnelles portées par l'Islam.

La popularité d'Erdogan repose aussi sur l'image qu'il se plaît à renvoyer, celui d'un homme aux origines modestes. Cette image n'est pas totalement vraie : si son père était un immigré des régions nord-orientales de la Turquie, c'était un homme respecté dans son quartier d'adoption d'Istanbul, conservant de forts liens avec sa région d'origine. Cette popularité du président turc, alliée à un indéniable charisme et des qualités oratoires exceptionnelles, peuvent être considérés comme une des raisons du succès de l'AKP.

⁸ Nicolas Cheviron et Jean-François Pérouse. *Erdogan, nouveau père de la Turquie ?* Editions François Bourin. P. 176.

⁹ *Id.* P. 226.

Pourtant, la figure tutélaire de Mustafa Kemal est toujours profondément ancrée en Turquie. Après le coup d'état avorté en juillet 2016, des milliers de turcs sont venus manifester le 24 juillet place Taksim « pour soutenir la démocratie » : de nombreux drapeaux à son effigie flottaient sur la place, vendus quatre fois plus cher que le simple drapeau turc. Erdogan, lors de ses travaux de rénovation de l'image du Refah, y avait d'ailleurs dès le début des années 90 fait référence avec des slogans proclamant « Si Atatürk était vivant, il serait au Refah » et « Nous sommes les vrais laïques ».¹⁰ Pourtant, malgré ces affirmations, les milieux laïcs traditionnels voient d'un mauvais œil les réformes qu'Erdogan impose à Istanbul sous couvert du concept de « turcité », soit une tentative de retour à des valeurs et pratiques locales, qu'elles soient anatoliennes, turques, ottomanes ou islamiques.

b. La confrérie de Gülen

La confrérie de Gülen a été créée dans les années 70, lorsque la politique américaine de « *containment* » avait encouragé l'Islam dans l'ensemble du monde musulman comme antidote idéologique contre les mouvements de gauche nationalistes et anti-impérialistes. D'ailleurs, les Etats-Unis se sont montrés attentifs à l'arrivée d'Erdogan à tête de la mairie d'Istanbul, voyant en lui le témoin du développement d'un Islam modéré susceptible d'être repris comme modèle dans le monde arabe. En témoigne Graham Fuller, ancien cadre de la CIA : « Si elle (la Turquie) parvient à trouver une formule moderne qui peut faire vivre ensemble islam et démocratie, elle assumera un leadership intellectuel extraordinairement grand sur le monde arabe et iranien. Elle sera le modèle du futur pour le monde de l'Islam ».¹¹ La confrérie de Gülen a probablement été la meilleure alliée de la montée en puissance de l'AKP tout au long du processus de mise au pas des institutions comme l'armée, la police ou la magistrature, dominées depuis les années 1920 par l'élite laïque et kémaliste.

Erdogan partage la même idéologie que Fethullah Gülen. Tous deux musulmans soufis, ce sont également des libéraux, qui proposent une synthèse d'inspiration régaliennne. Cette vision recèle un vrai et étonnant paradoxe : elle est comparable à celles de Margaret Thatcher ou de Ronald Reagan dans les années 80, alliant conservatisme des mœurs au libéralisme économique et entrepreneurial.

¹⁰ Nicolas Cheviron et Jean-François Pérouse. Erdogan, nouveau père de la Turquie ? Editions François Bourin. P. 116.

¹¹ Nicolas Cheviron et Jean-François Pérouse. Erdogan, nouveau père de la Turquie ? Editions François Bourin. P. 154.

L'AKP est le meilleur témoin de l'émergence de cette élite tournée vers l'entreprise ouverte sur le monde, par ailleurs fortement guidée par les valeurs traditionnelles de l'Islam. La confrérie de Gülen a essaimé dans le monde entier, et lui-même est exilé aux Etats-Unis depuis 1999 : l'organisation est véritablement tentaculaire (2000 établissements d'enseignement dans plus de 140 pays dans le monde). Le maintien de la confrérie au pouvoir implique maintien de la réalité du pouvoir, ce qui tend à faire de l'organisation güleniste une entité dont l'influence serait peut-être fantasmée, sur le modèle de celle des Jésuites ou des francs-maçons.

Pourtant, en 2010-2011, les relations se rompent brutalement entre Erdogan et Gülen. C'est surtout depuis décembre 2013, Erdogan devenant arrogant et de moins en moins reconnaissant vis-à-vis de ses anciens alliés, que la confrérie de Gülen débute une campagne de dénonciation de la corruption au sein de son clan et du gouvernement : la finalité de ce schisme politique était finalement de déterminer qui d'Erdogan ou de Gülen allait prendre le pouvoir.

A la suite du coup d'état raté de juillet 2016, les purges effectuées s'expliquent par la volonté très forte d'Erdogan de traquer les suspects gülenistes. Mais dans quelle mesure Gülen est-il véritablement lié au coup d'état ? Aujourd'hui encore, il est difficile de savoir qui en sont les véritables commanditaires : on y trouve certainement des officiers liés à la confrérie, mais probablement d'autres sans rapport aussi, ayant agi en premier lieu par défi à Erdogan et en réaction à ce qu'ils ressentent comme une atteinte systématique à la laïcité. Erdogan accuse les gülenistes de s'être infiltrés dans le cœur des institutions, alors que cette situation a été initiée par Erdogan lui-même au temps de leur alliance au début des années 2000. Pour illustrer ce changement de paradigme, il convient de mentionner les procès intentés contre de nombreux officiers en 2007-2008 par des magistrats gülenistes, largement soutenus alors par l'AKP. La rupture de 2013 fait-elle des gülenistes des terroristes ?

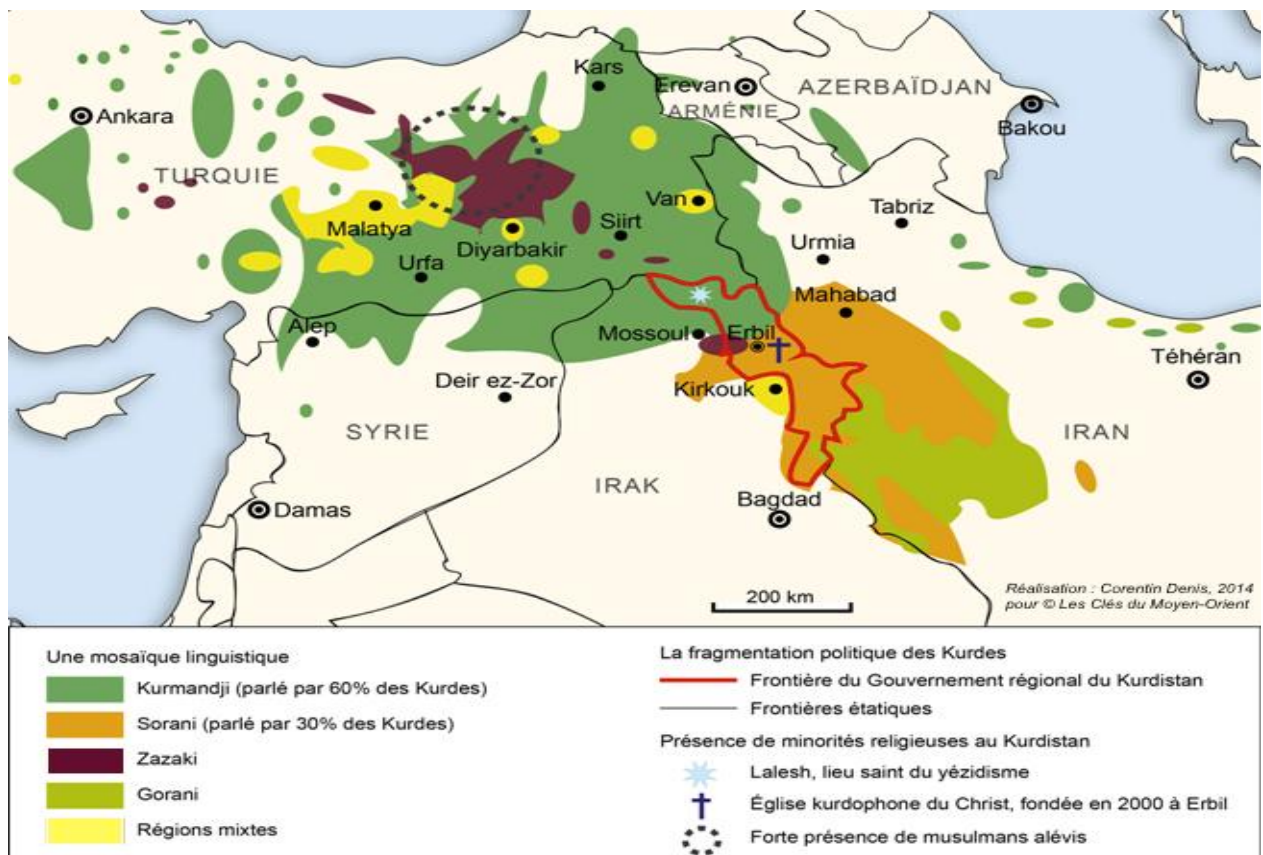
L'élection de Donald Trump à la présidence des Etats-Unis est susceptible de rebattre les cartes sur ce point particulier dans les relations avec la Turquie : dès le 8 novembre 2016, date des résultats des élections américaines, le premier ministre Binali Yildirim a félicité le nouveau chef d'Etat et l'a appelé à cette occasion à extraditer le leader de l'organisation güleniste : « Si Gülen est extradé, alors une nouvelle page s'ouvrira dans nos relations ».

Quoi qu'il en soit, il apparaît évident que le président Erdogan exploite le coup d'état de manière totalement cynique et impose une pression très forte sur ceux qu'il juge comme déloyaux.

c. Le problème kurde

Ce problème est relativement récent : il n'existait pas au temps de l'Empire ottoman, car le Califat pratiquait le communautarisme. Les habitants de l'Empire étaient des sujets de manière indifférenciée (on parle du système des *millet*). L'Empire ottoman avait comme seule volonté de maintenir son autorité contre toute tentative irrédentiste ou émergence d'une autorité rivale.

Kemal prône au contraire un jacobinisme centralisateur, dans la droite ligne de son admiration de la Révolution Française. Il pense que, ayant renoncé à ses frontières, la Turquie n'a plus les moyens d'admettre d'opposants intérieurs (un peu comme les Révolutionnaires vis-à-vis des Vendéens). La volonté de séparatisme kurde devient dès lors une menace : c'est un peuple, une nation sans état, mais répartie sur quatre pays différents (Iran/Irak/Syrie/Turquie). Le traité de Sèvres de 1920 impose le démantèlement de l'Empire ottoman et évoque la possibilité de la création d'un Kurdistan. Kemal se dresse contre son application, notamment sur ce dernier point. Il parvient à faire adopter le traité de Lausanne en 1923, qui crée la Turquie dans ses frontières actuelles. Mais le peuple kurde garde évidemment la nostalgie de cette possibilité ouverte en 1920.



In Les Clés du Moyen-Orient. Corentin Denis. 13 novembre 2014. <http://www.lesclesdumoyenorient.com/Les-Kurdes-et-le-Kurdistan-par-les.html>

Pendant longtemps, la question kurde n'a pas été portée sur le devant de la scène politique : on parlait tout au plus de la « question de l'Est »¹², y compris dans les milieux de gauche. Les rapports entre les autorités turques et les kurdes peuvent être qualifiées de particulièrement exécrables depuis quelques années, alors même que pour beaucoup de figures politiques, le lien religieux prime sur tout, y compris la question de la différence ethnolinguistique ou celle de la reconnaissance d'un Etat. Les relations entre les kurdes et l'AKP ont même été tout à fait cordiales pendant les premières années : en témoigne une vraie politique d'ouverture au nom d'une foi religieuse commune, notamment au travers de l'autorisation de l'enseignement de la langue kurde dans les écoles ou la création d'une chaîne de télévision kurde. D'ailleurs, de nombreux compagnons de route d'Erdogan sont eux-mêmes d'origine kurde : à ce titre, Mehmet Metiner précise dans ses mémoires que « pour lui et ses camarades kurdes, le PKK est alors avant tout perçu comme une organisation marxiste-léniniste (...) manipulée par l'Occident pour diviser le pays ».¹³ A compter d'août 1984, la situation se tend au profit d'une guerre déclarée entre le Parti des travailleurs du Kurdistan (créé en 1978) et le pouvoir turc. Cela s'explique par la situation politique après le 3^{ème} coup d'état militaire en 1980, fomenté par les kémalistes : dans le nouveau gouvernement, ceux-ci font entrer les « Loups Gris » (ou *bozkurtçular*, représentant l'extrême droite). Cette situation est catastrophique pour les kurdes : en effet, les militaires veulent, selon la tradition kémaliste, rétablir la force d'un état unitaire, alors que le PKK revendique davantage d'autonomie. Il s'agit donc d'un conflit mêlant dissensions politiques et ethniques, car les généraux au pouvoir interdisent l'usage de la langue kurde dans l'espace public. Depuis 1984, de nombreux kurdes ont fui les combats dans le réduit anatolien et se sont répandus dans toute la Turquie : les kurdes représentant 20% de la population, le problème a donc diffusé dans tout le pays. A partir de 2011 et le début de la guerre en Syrie, la frontière kurde devient encore plus complexe : de fait, les kurdes syriens et irakiens sont intégrés au conflit, et sont tentés d'aider les kurdes turcs du PKK. Erdogan ne voit pas des ennemis en les kurdes à son arrivée au pouvoir en 2003, d'autant plus qu'il doit son élection comme député de Siirt à leurs voix. Il s'attache à renvoyer une image libérale de la question identitaire en mettant en avant ses proches d'origine kurde. La cohabitation est selon lui possible entre une supra-identité fondée sur la citoyenneté turque et une infra-identité renvoyant aux minorités ethniques, dont les kurdes. Mais *in fine*, ce que l'on a appelé la période de « l'ouverture kurde », d'ailleurs

¹² Nicolas Cheviron et Jean-François Pérouse. Erdogan, nouveau père de la Turquie ? Editions François Bourin. P. 101.

¹³ Nicolas Cheviron et Jean-François Pérouse. Erdogan, nouveau père de la Turquie ? Editions François Bourin. P. 127.

médiatisée à l'extrême, a été de courte durée, car véritable entre mi-2009 et mi-2011, en référence à une soi-disant « *pax ottomanica* »¹⁴.

Depuis le siège de Kobane fin 2014, on assiste à un raidissement de l'AKP sur la question kurde, non sans rapport avec l'évolution de l'opinion publique réticente au soutien des combattants kurdes par le pouvoir. Dans la perspective des élections de juin 2015, comme il l'avait d'ailleurs déjà fait avant les élections de 2007 (« Le seul drapeau est le drapeau turc. La seule nation est la nation turque. Les 780 000km² [du territoire turc] sont la terre de la patrie »¹⁵), l'AKP adopte un discours davantage « nationaliste ». Les relations finissent de se distendre totalement lors de l'attentat de Suruç en juillet 2015, lorsque les dirigeants du HDP accusent quasiment le président Erdogan d'en être à l'origine.

L'immixtion dans le conflit syrien devient emblématique sur la stratégie turque : le souci principal d'Erdogan est la gestion des Kurdes et donc l'unité nationale. Véritablement obsédés par cet enjeu, les autorités turques y rapportent l'ensemble de leurs problématiques sécuritaires. Erdogan décide finalement d'interrompre en 2015 le processus de dialogue initié deux années auparavant. Il craint que l'engagement des kurdes dans le conflit contre Daech ne mette en péril l'identité turque. De nombreux observateurs ont pu s'accorder ainsi sur le fait que, s'ils s'attaquent à Daech, c'est pour se donner une image respectable, mais surtout pour lutter contre les Kurdes sous la bannière du PYD, alliés des Kurdes du PKK. En effet, l'engagement de la Turquie contre les djihadistes lui permet également de bombarder les régions kurdes de Syrie. Pour autant, et tant qu'ils ne se rapprochent pas des kurdes du PKK, Erdogan maintient des relations cordiales avec le Kurdistan irakien dirigé par Massoud Barzani. Pour les Kurdes dans leur recherche d'un territoire stable, la Turquie est un obstacle considérable. Le 24 août 2016, la Turquie a déclenché une attaque contre Daech. Ce revirement de stratégie est un changement de cap complet : la priorité n'est plus de détrôner Bachar. Il devient envisageable que les turcs négocient par ce biais le soutien des américains à l'armée syrienne libre (ASL), et non plus aux kurdes. Il y a clairement une course de vitesse entre la Turquie et les kurdes pour récupérer un territoire qui pourrait devenir le Kurdistan.

La « question kurde » n'est pas homogène pour autant entre les 4 populations : les kurdes d'Iran, contrôlés par Téhéran, ne voient pas pour l'heure d'intérêt à la création d'un Etat indépendant. Les kurdes de Turquie sont en lutte contre le pouvoir central, notamment au travers du PKK et de la reprise des tensions depuis 2015. Les kurdes syriens se rassemblent au sein du au travers front démocratique syrien (FDS, addition du PYD et de l'armée de

¹⁴ Id. P. 263.

¹⁵ Id. P. 259

libération syrienne), composé à 80% de kurdes : leur but est de créer une entité kurde en Syrie (Rojava), synthèse de 3 cantons (Kobane, Afrin et Djarihze). Le Rojava permettrait de couper les contacts entre Turquie et Etat Islamique. Enfin, les kurdes d'Irak (sous « autonomie contrôlée » depuis 2005) vivent sur une zone est divisée en 2 : le Clan du Nord, tenu par Massoud Barzani, contrôle le Conseil National du Kurdistan d'Irak. Pour lui, un Kurdistan unifié n'est pas à l'ordre du jour. La situation actuelle lui convient. Le Clan du Sud, avec Talabani (chef de l'UPK, Union des Patriotes Kurdes), partage beaucoup de points de vue avec Barzani, mais soutient le PYD de son côté.

Erdogan, désireux d'éliminer ces trois ennemis, semble avoir réussi à les mettre durablement à l'écart, lui permettant d'asseoir son autorité hégémonique sur la Turquie. Sur le plan de la politique extérieure, la Turquie a mis en œuvre différentes options : la première, promue par Mustapha Kemal, a prôné la souveraineté de la Turquie ; la deuxième, néo-ottomane, a été défendue par Ahmet Davutoglu. L'échec de cette politique ouvre la voie à la troisième option, islamo-nationaliste, actuellement mise en œuvre par le président turc.

II. La politique étrangère d'Erdogan : la tentative néo-ottomane de Davutoglu

Erdogan souhaite une expansion la plus large de la Turquie afin d'en faire le plus grand Etat sunnite du monde. Son atout est sa position géographique centrale, au cœur du jeu moyen-orientale. Sa politique étrangère épouse ainsi le socle géopolitique traditionnel de la Turquie., au centre de l'échiquier Est/Ouest et Nord/Sud.

La dimension panislamique étant très importante à ses yeux, Erdogan a voulu faire croître l'influence de la Turquie par ce biais dans les pays arabes et en Asie Centrale. De fait, après de longues décennies de discrétion sur la scène internationale, la Turquie s'est depuis quelques années replacée au cœur des relations diplomatiques du Moyen-Orient, quitte à se détourner de ses alliances traditionnelles avec les pays occidentaux.

a. Le plan d'Ahmet Davutoglu (La profondeur Stratégique – 2001)

Frère musulman et théoricien brillant, il a publié « La profondeur stratégique » en 2001 qui prône une vision néo-ottomane. Ce traité de 600 pages a pour objet d'analyser les intérêts de la Turquie à pacifier un espace régional pour assurer sa sécurité et sa prospérité économique. Selon lui, le kémalisme est un rétrécissement de l'Empire ottoman, carrefour stratégique qui

donnait à la Turquie des relations avec l'Est turcophone, le Nord, les pays arabes, et même l'Afrique au travers de la ville de Misrata en Libye. Il est considéré comme « le grand architecte de la politique étrangère de la Turquie ».¹⁶ Il pose dans cet essai les bases d'une nouvelle politique turque : « Alors que la Turquie kémaliste était tout entière tournée vers ses alliés occidentaux, le Mazarin anatolien propose un rééquilibrage de la diplomatie nationale par la recherche de nouvelles alliances *erga omnes* (...), avec un effort particulier porté sur la redécouverte des pays voisins immédiats. Plutôt que d'être un partenaire périphérique du bloc occidental, la Turquie doit devenir le centre d'un nouvel ensemble, regroupant le Proche-Orient, les Balkans, le Caucase, prône l'universitaire qui désigne le développement des échanges économiques et le soft power culturel comme les principaux instruments du futur rayonnement turc »¹⁷.

Selon lui, Kemal a fait disparaître la grande Turquie, la coupant de ses racines civilisationnelles. Quand il devient conseiller diplomatique d'Abdullah Gül et de Recep Tayyip Erdogan en 2002 puis ministre des affaires étrangères à compter de 2009, il souhaite réinstaurer une politique ambitieuse de développement de la Turquie, non plus seulement réduite au plateau anatolien. Pour lui, le souvenir glorieux de l'Empire Ottoman est prégnant : la Turquie du XXI^{ème} siècle se doit de renouer avec son environnement historique et culturel pour s'imposer comme puissance renouvelée au centre des routes Nord/Sud et Est/Ouest.

Sa vision peut être qualifiée de « néo-ottomane, post-kémaliste souverainiste » : il veut retrouver une politique multidirectionnelle du Califat. Cet échec constaté de la politique de Davutoglu explique certainement pourquoi Erdogan a ensuite promu une nouvelle vision de nature islamo-nationaliste. Davutoglu voulait exploiter les Printemps arabes, et maquiller sa stratégie de la profondeur sous un slogan quiétiste et pacifiste (« zéro problème avec nos voisins »), alors que, depuis 1923, « le turc n'a comme ami que le turc » (cf expression littérale exacte). Il initie même une vraie révolution de la politique kurde de la Turquie, notamment en allant rencontrant à Erbil en mai 2008 le « Premier ministre » kurde irakien Nechirvan Barzani. La consécration d'Ahmet Davutoglu intervient lorsqu'il devient ministre des affaires étrangères en mai 2009. L'Union Européenne ne l'intéresse pas, il se tourne résolument vers le Proche-Orient, voyant en la Turquie le fer de lance d'un ensemble politico-culturel très étendu : « Quand j'étais assis derrière mon bureau à Ankara, j'ai tracé un cercle

¹⁶ Tancredi Jossier. *La nouvelle puissance turque, l'adieu à Mustapha Kemal*. Editions Ellipses. P.41

¹⁷ Nicolas Cheviron et Jean-François Pérouse. *Erdogan, nouveau père de la Turquie ?* Editions François Bourin. P. 282

de 1000km de rayon autour de ce bureau. Il y a 23 pays. Tous appartiennent à notre famille et attendent quelque chose de nous »¹⁸.

Sa vision trop théorique et détachée des réalités géostratégiques lui a fait oublier que la Turquie, 17ème puissance mondiale, n'a plus la puissance de l'Empire ottoman.

En Turquie, le parti AKP est la branche turque des Frères Musulmans. En 2011, lorsqu'éclatent les Printemps Arabes, la Turquie appuie le front des Frères Musulmans. Les pays occidentaux eux-mêmes appuient ce mouvement : après le 11 septembre 2001, on pense en effet que les Etats doivent se caler sur le caractère arabe des sociétés. Pour autant, de toutes parts, sa politique sera un échec.

b. L'échec de la politique de Davutoglu

Selon Ahmet Davutoglu, la Turquie appartient à trois ensembles distincts : le monde musulman au Sud, l'Eurasie à l'Est, et l'Occident au Nord (cf III). Les Turcs sont également présents sur le flanc Ouest en Afrique. Si en 2010, 19 ambassades et consulats sont ouverts en Afrique, le bilan apparaît pourtant bien mitigé. En effet, les Printemps arabes arrêtent net cette belle construction théorique de Davutoglu, au risque de placer la Turquie dans une inédite situation d'isolement diplomatique.

1. L'échec de Davutoglu au Sud et à l'Ouest

La Turquie mène une politique active vis-à-vis des pays arabes, notamment par l'intermédiaire des Frères Musulmans. Au XIXème siècle, émerge la théorie de la « *Nahda* », ou renaissance arabo-musulmane, suite au constat du retard sur l'Occident et l'Europe, notamment du point de vue technologique. Les théoriciens musulmans pensent qu'il y a une sorte de suprématie du Protestantisme sur le Catholicisme (calquée sur la puissance des Etats-Unis, du Royaume-Uni ou de l'Allemagne). Or si le protestantisme à l'origine de cette suprématie prône un retour aux racines de la foi chrétienne, ces penseurs préconisent de faire de même pour l'Islam, en revenant aux sources de la foi authentique : ainsi, pour le théologien du XIXème siècle Al Afghani, le retour au passé peut s'allier à la modernité de la religion. Hassan Al Banna, un de ses successeurs, crée les Frères Musulmans en 1928 : il s'agit à leurs yeux de lutter contre le kémalisme qui a cassé le Califat en 1923. Si les Salafistes et les Frères Musulmans sont issus de la politique de la *Nahda*, ils ne traitent cependant pas la question du pouvoir de la même manière. Pour les Frères Musulmans, le pouvoir s'acquiert par la voie

¹⁸ Id. P.290

légitime des élections, alors que les Salafistes pensent que toute politique non issue du Coran n'est qu'idolâtrie (retour à la barbarie pré-Islam ou « Jahiliwwa »).

- L'échec de la politique de Davutoglu en Tunisie

Les Printemps arabes démarrent en Tunisie en décembre 2010. Ce sont initialement des mouvements sans visées politiques, mais plutôt des émeutes de la faim déclenchées par la hausse des prix des céréales. C'est en effet lorsqu'un voleur à la sauvette qui s'immole par le feu que démarre la révolte de la jeunesse tunisienne contre Ben Ali. Cette révolte s'étend : en février 2011 en Egypte contre Moubarak ; en mars 2011 contre Bachar El Assad ; mais également en Algérie et à Bahrein, même si cela échoue dans ces deux derniers cas. Les Occidentaux pensent alors qu'il s'agit de mouvements de type « chute du Mur de Berlin ». Les rébellions donnent lieu à des élections, selon le modèle prôné par les Frères Musulmans : les dictateurs tombent peu à peu en Egypte, en Tunisie et en Libye.

En Tunisie, Ennahda prend le pouvoir. Le nouveau président, K. Ganoudi, est très logiquement un Frère Musulman. Pourtant, à cause des difficultés économiques, il ne parvient pas à conserver le pouvoir lors des élections de 2014. En Tunisie, cela s'explique aussi par une tradition occidental-libérale depuis Bourguiba. Si les Frères Musulmans sont revenus au pouvoir en 2016, il y a fort à parier pour que cela ne soit que pour une courte durée.

- L'échec de la politique de Davutoglu en Libye

Il s'agit du même processus qu'en Tunisie, mais les raisons diffèrent : les mouvements de révoltes contre Khadafi s'expliquent par des rivalités ancestrales entre tribus. La révolte commence à Misrata en Tripolitaine : dans cette région, résident de nombreux Frères Musulmans, héritiers des Koulouglis. Ceux-ci sont les descendants des métisses turcs installés dans les années 1830 pour aider les anglais à leur demande afin d'empêcher les français d'étendre leur influence au-delà de l'Algérie, alors tout récemment conquise. Les turcs et les anglais veulent en effet éviter que les français aillent jusqu'en Egypte. Depuis cette époque, Misrata est restée un pivot turc. Cette population a été persécutée par Khadafi depuis son arrivée au pouvoir en 1969, qui s'opposait à ce que son territoire puisse être envahi par les djihadistes. Khadafi étant originaire de Syrte, la population de Misrata a mis la ville à sac après sa chute : les habitants font alors appel à l'Etat Islamique, qui s'installe à Syrte, devenu bastion des djihadistes depuis lors.

En Cyrénaïque, à Benghazi, le général Aftar est hostile à l'Etat Islamique et au gouvernement de l'Union. Il regarde plutôt du côté de l'Egypte et du Général Sissi. Même si sa préoccupation n'est pas de déloger l'Etat Islamique (EI), il ne souhaite pour autant pas un retour des Frères musulmans de Misrata, notamment dans le cadre de la coalition contre l'EI de Syrte. Le gouvernement national ayant mis en minorité les Frères Musulmans de Misrata, il s'agit donc par ricochet d'un nouvel échec de la politique de Davutoglu, car ils perdent leur influence et leur assise en Libye.

- L'échec de la politique de Davutoglu en Egypte

Il s'agit encore une fois d'observer quelle y a été l'influence des Frères Musulmans, et s'ils ont réussi à perdurer. Début 2011, un important mouvement de foule se déclenche place Tahrir au Caire contre le président Moubarak. Il est finalement chassé du pouvoir en novembre 2011. Cette situation a été favorisée par la collusion entre l'armée (qui lâche Moubarak) et les Frères Musulmans : ceux-ci prennent le pouvoir en 2012 avec Mohamed Morsi, numéro 3 des Frères Musulmans, avec l'appui passif de l'armée. Les occidentaux ont alors pensé que Morsi allait adopter la démarche de Recep Tayyip Erdogan, c'est-à-dire islamiser peu à peu une armée laïque confessionnellement neutre. Ce scénario va échouer en Egypte du fait de la résistance des officiers supérieurs égyptiens. En outre, la position de Morsi est affaiblie du fait graves difficultés économiques : si l'Egypte a affiché à cette période une belle croissance de 5% par an, la poussée démographique est si importante que cela ne suffit pas (1981 : 35 millions d'habitants ; fin des 90s : 80 millions ; 2030 : environ 140 millions). Les Egyptiens sont mécontents de la situation d'autant que Morsi bénéficie du soutien des turcs et du Qatar. Au printemps 2013, suite à des mouvements de foule, un coup d'état militaire place le général Sissi à la tête du pays. L'Egypte adopte dès lors un modèle plus ou moins kémaliste : « Radieuses tant que les Frères musulmans se maintiennent au pouvoir, les relations entre la Turquie et l'Egypte se muent de la même façon en une franche hostilité après l'intervention de l'armée égyptienne contre le régime de l'ami (...) »¹⁹. Cela signe un nouvel échec de la politique néo-ottomane de Davutoglu

¹⁹ Nicolas Cheviron et Jean-François Pérouse. Erdogan, nouveau père de la Turquie ? Editions François Bourin. P. 323

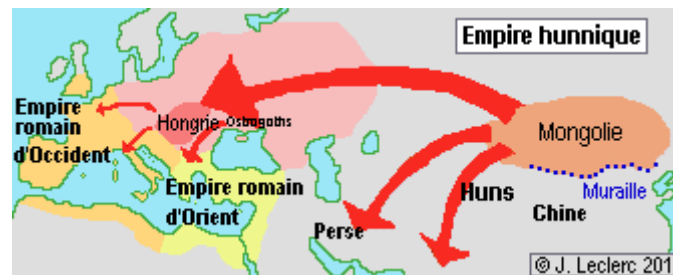
- L'échec de la politique de Davutoglu en Palestine

Le Hamas de Cheikh Yacine, lui-même Frère Musulman, tient Gaza depuis 2007. La ville tient grâce aux tunnels vers l'Égypte. Avec l'avènement du Général Sissi, les tunnels sont fermés, car il craint une alliance déstabilisatrice entre les Frères Musulmans du Sinaï et de Gaza : Gaza et les Frères Musulmans se retrouvent en grande difficulté.

Ainsi est signé le 4^{ème} échec de la politique extérieure de Davutoglu.

2. L'échec de Davutoglu vis-à-vis de l'Est

Cet axe est très largement méconnu. Il s'agit d'un axe civilisationnel et linguistique vers l'Est (du Turkestan vers la Chine, en passant par l'Azerbaïdjan, le Turkménistan, le Tadjikistan et le Kirghizstan, jusqu'à la province du Xin Jiang, peuplé des Ouïgours séparatistes, dont l'origine n'est pas Han).



In http://www.axl.cefan.ulaval.ca/asia/turquie_2HISSt.htm, mise à jour par Lionel Jean en janvier 2017

À partir de l'ère chrétienne, installés à la lisière de la Chine et de la Mongolie, les Turcs primitifs, appelés «Hiong-nou» par les Chinois de la dynastie Han, cohabitaient en Mongolie avec les Mongols et les Toungouzes (ancêtres des Mandchous). Des hordes turques se lancèrent vers les steppes de l'Asie centrale pour y chercher fortune. Au XIII^{ème} siècle, une communauté de cavaliers s'installe en Anatolie, en provenance des monts de l'Altaï, zone montagneuse située aux confins de la croisée des chemins des actuels Russie, Chine (Province du Xinjiang), Mongolie et Kazakhstan.

Au début du kémalisme, Atatürk décide d'utiliser le loup d'Asie centrale comme symbole sur les timbres et les billets de banque : l'animal représente alors la volonté de s'émanciper de la longue période islamique de l'Empire ottoman pour revenir aux racines de la nation turque. Cet axe de réflexion est particulièrement important pour Kemal, qui recherche ce passé anté-islamique des Turcs d'Asie. Cela justifiait en partie la construction d'un nouvel Etat turc laïc.

Les turcs sont originellement des touraniens²⁰ du monde ouralo-altaï. Ils nomadisent entre ces 2 massifs. Mais aussi sur le grand axe turkmène qui s'étend jusqu'à la Chine.

Si les échanges linguistiques pour les turcs de Turquie se limitent à l'Azerbaïdjan et au Turkménistan, les relations commerciales sont intenses sur l'ensemble de l'axe turkmène. Surtout, les oléoducs de l'Asie centrale et la Caspienne trouvent un débouché dans les ports turcs. L'idée de Davutoglu est de mobiliser et d'aider cet axe, dont de nombreuses provinces étaient également des possessions de l'URSS au XXème siècle : en résulte logiquement une très forte opposition entre turcs et russes sur ces territoires. S'agissant du Xinjiang, dont Pékin déplore les velléités séparatistes, les turcs soutiennent les ouïgours qui veulent pratiquer leur foi musulmane. C'est ainsi que se crée le Mouvement Islamique du Turkestan Oriental (MITO). Ce mouvement possède des bases au Tadjikistan et au Kirghiztan. Parallèlement, le Xinjiang résiste par des actions terroristes, auxquelles Pékin répond par des répressions toujours plus lourdes, générant un cercle vicieux de violences. En juillet 2009, RTE parle de « génocide ».

La Chine mène en parallèle une politique de sinisation (populations Hans) : en réponse, le MITO lance une série d'attaques à l'arme blanche (le « 11 septembre chinois ») le 1^{er} mars 2014. Les violences sont si importantes que le Xinjiang demande de l'aide à la Turquie. Pourtant, cette aide ne sera guère que verbale. Plus cyniquement, Erdogan et Davutoglu instrumentalisent les ouïgours pour leur propre politique : en effet, une partie de la population est exfiltrée pour rejoindre les rangs des djihadistes de l'Etat Islamique. La politique de la Turquie est très ambiguë : en effet, elle est partagée entre son appartenance à l'OTAN et sa volonté d'intégrer l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) menée par la Chine. Ainsi, il apparaît extrêmement contradictoire de soutenir simultanément Xinjiang et Pékin.

Les Ouïgours se plaignent du soutien seulement verbal de la Chine : Erdogan préférerait l'OCS à l'axe turkmène.

Après l'expérience kémaliste du souverainisme-nationalisme et la tentative néo-ottomane de Davutoglu, Recep Tayyip Erdogan se tourne à compter de 2012 vers la 3^{ème} option qui s'ouvre à lui, la synthèse islamo-nationaliste.

²⁰ Vient du mot « Touran », ancien mot iranien désignant les nomades du nord. D'un point de vue ethno-linguistique ce terme désigne un certain nombre de peuples turcophones. Touran est souvent utilisé par les panturquistes de plusieurs pays turcophones pour désigner l'idéal d'un grand empire touranien réunissant tous ces peuples.

III. La synthèse islamo-nationaliste

Lorsque Recep Tayyip Erdogan limoge son premier ministre Ahmet Davutoglu en mai 2016, et le remplace par Binali Yildirim, il acte définitivement la fin de la période de tentative de néo-ottomanisme. En effet, après l'échec de cette politique, Erdogan décide de changer de stratégie, en mettant en avant une double priorité : l'islamisation et le nationalisme. Cela se traduit par exemple par sa volonté d'organiser des célébrations d'anniversaires, comme celui du centenaire de la création de l'Etat turc en 2023, mais aussi sa quasi-obsession relative au génocide arménien : reconnaître le génocide reviendrait à porter une double atteinte à ces priorités, car les arméniens sont des catholiques d'Orient et des non-turcs.

a. L'islamo-nationalisme : un produit de l'histoire récente

L'islamo-nationalisme n'est pas une nouveauté en Turquie : en effet, dès les années 60, le parti de l'action nationaliste d'Alparslan Turkes (fondateur du MHP) avait tenté d'unir ces deux aspects de l'histoire turque, l'islamisme et le nationalisme. Il affirmait que « le corps politique de notre combat est la nation turque et son âme, c'est l'Islam », c'est à dire l'union entre l'âme qui rend vivante la culture islamique, et le corps qui est la nation. Pour être actif, l'Islam doit se doter d'une base nationaliste : ce point de vue est une curiosité dans le monde musulman, car le principe de l'Islam est l'Umma et le Tawhid (pensée de l'Un), communauté indivisible, et non la Nation. Dans la doctrine ottomane, on parle de califat : c'est le principe du *Millet*²¹ en Turquie, qui reconnaît des singularités autochtones. C'est ce que souhaitait appliquer Davutoglu avec sa tentative néo-ottomane.

Erdogan est-il l'héritier du kémalisme ou un nouveau Sultan ? Les auteurs sont partagés sur la prise en compte, ou pas, de l'héritage kémaliste, dans la politique intérieure de RT Erdogan.

Tancrède Jossieran, dans son ouvrage paru en 2010 et intitulé « La nouvelle puissance turque – L'adieu à Mustapha Kemal » prend clairement parti à ce sujet.

Mustapha Kemal disait : « Je n'ai pas de religion et parfois, je voudrais voir toutes les religions couler au fond de la mer. Seul un dirigeant faible a besoin de la religion pour soutenir son régime ».

La crise de l'été 2016 a révélé la fragilité extrême de la Turquie. L'Etat turc est affaibli (justice, police, éducation, armée) et le problème kurde prend une importance particulière aux yeux d'Erdogan qui refuse à tout prix la création d'une zone autonome en Syrie sous contrôle

²¹ Le terme ottoman millet désigne une communauté religieuse légalement protégée. Il vient du mot arabe *milla*, communauté confessionnelle. En turc moderne, *milliyet* signifie nation.

potentiel du PKK. L'offensive turque « Bouclier de l'Euphrate », engagée contre EI et les troupes Kurdes le 24 août 2016, met fin à la stratégie du dirigeant de non-intervention dans les conflits : Erdogan parle de « réponse aux actions terroristes en cours », son pays étant cible d'attentats attribués alternativement au Groupe Etat Islamique et au PKK. Ce basculement intervient un mois après la tentative de coup d'état attribuée à Fetullah Gülen. Il en est vraiment fini de la politique du « zéro problème » de Davutoglu.

La rigidification du pouvoir touche également la sphère médiatique : après le putsch avorté, des centaines de médias sont interdits (journaux, chaînes de télévision, agences de presse, stations de radio, magazines ou maisons d'édition), et de nombreux journalistes suspectés de liens avec Gülen sont arrêtés et emprisonnés. Dès les années 2005-2006, Erdogan applique sa vision binaire des médias : une presse indépendante qui lui serait favorable, et une presse partisane qu'il estime hostile. Des chaînes de télévision (la chaîne grand public ATV en 2007) ou des groupes de presse (le journal Sabah) sont rachetés par des proches d'Erdogan. Cela révèle d'ailleurs un vrai paradoxe car les médias ont largement aidé Erdogan à retourner la situation dans la nuit du 15 juillet 2016. La Fédération Internationale des Journalistes a appelé l'Union Européenne à faire pression sur le président turc pour le respect de la liberté de la presse : le risque est en effet qu'Erdogan profite de ce coup d'état avorté pour augmenter encore son autorité.

Si Erdogan est obsédé par le contrôle des médias et des images, c'est qu'il a parfaitement compris leur importance pour se maintenir au pouvoir. La récupération du journal Sabah par les milieux AKP en 2007 en est un exemple emblématique. De fait, les médias d'opposition sont aujourd'hui très peu représentés. Le contrôle des médias a joué un rôle fondamental dans le maintien d'Erdogan au pouvoir, notamment depuis décembre 2013 et les élections de juin 2015 : c'est un pilier central du régime avec l'économie. Avec leur appui, il peut étouffer toute velléité d'opposition, qui pourrait provenir d'autres partis.

Assiste-t-on à une dérive autoritaire du pouvoir ? Cette tentative de coup d'état infructueuse ne serait-elle que le parfait prétexte pour écarter tous ceux qui se sont abstenus de prêter allégeance à Erdogan ? Voire même une manœuvre orchestrée par Erdogan lui-même : des listes auraient été préparées en amont (pour exemple, à Adama, dans le Sud du pays, sur les trente magistrats recherchés, l'un est décédé deux mois avant le putsch).

En 2015, il perd la majorité absolue aux élections législatives : le retour de tensions intérieures est quasi immédiat, notamment via la reprise de la lutte contre les kurdes.

b. Les limites politique et économique de l'islamo-nationalisme

1. Les limites politiques : la Turquie vis-à-vis du Nord

Il s'agit d'évoquer la politique étrangère menée par Erdogan vis-à-vis de l'Union Européenne et de l'OTAN, mais aussi en miroir de celle qu'il applique au sujet de la Russie.

François Bujon de l'Estang ²² pense qu'Erdogan est sur de nombreux fronts et face à de multiples crises. En effet, il semble à ce jour réconcilié avec la Russie, mais fâché avec les Etats-Unis. Membre de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), la Turquie se comporte d'ailleurs comme un partenaire à part entière, notamment au travers de la base d'Incirlik présente sur son territoire. Un des enjeux de la Turquie actuellement est de ne pas se créer trop d'ennemis car elle est dépendante du tourisme et des ressources pétrolières. La situation géopolitique complique sa faculté à choisir ses alliances, mais elle a généralement réussi à diversifier ses alliés et faire valoir ses intérêts nationaux.

- S'agissant de l'Union Européenne (UE) :

L'Union Européenne a posé le respect des droits de l'homme comme un des fondements de son idéologie. La question de l'adhésion de la Turquie, pays à dominante autoritaire dans sa version kémaliste ou sous Erdogan, revient à décider si l'on passe outre cette question pour ce pays en particulier.

L'adhésion potentielle repose sur un attrait : en effet, la population turque représente 78 millions d'habitants et constitue un marché de consommation attractif, à la fois en termes d'écoulement de production et de main-d'œuvre à moindre coût. Cela était particulièrement clair dans les années 2000 lorsque le tandem Erdogan/Gülen se dirigeait vers un islamo-libéralisme, donc compatible avec le projet européen. Cela pose néanmoins problème car la torture et la peine de mort ne sont pas des questions taboues en Turquie. Il est en outre intéressant de noter qu'Erdogan, lors de ses débuts au *Refah*, se montre vigoureusement anti-européen, « la communauté chrétienne (étant) décrite comme un « club européen » aux intentions dominatrices ». ²³ Les relations entre Erdogan et l'Union Européenne sont ainsi teintées de contradictions et de revirements : ainsi, lorsqu'il est emprisonné du 26 mars au 24 juillet 1999 après avoir déclamé en public un poème à consonance islamiste (« Les minarets seront nos baïonnettes, les coupes nos casques, les mosquées seront nos casernes et les

²² Emission « *Esprit public* », Philippe Meyer, 4 septembre 2016

²³ Nicolas Cheviron et Jean-François Pérouse. Erdogan, nouveau père de la Turquie ? Editions François Bourin. P. 101.

croyants nos soldats »), l'UE le défend et se dit inquiète de la décision de justice sur les principes de la démocratie et la liberté d'expression en Turquie.

Mais pour autant, la Turquie peut-elle être considérée comme un pays européen ? Si on peut affirmer qu'elle possède un passé européen, elle n'a pas d'histoire européenne comme la Russie. Une des dates importantes pour comprendre cette situation est la bataille du Kahlenberg en 1683 : selon Pierre Chaunu, cette bataille signe l'écrasement des Ottomans par la cavalerie polonaise de Sobieski sous les remparts de Vienne. A compter de cette date, on assiste à la dégradation progressive du territoire de l'Empire Ottoman par rapport à l'Europe, en faveur de la Russie et de la maison d'Autriche. L'appartenance de la Turquie à l'Europe repose essentiellement sur son passé dans les Balkans (il y a encore aujourd'hui une forte communauté musulmane en Serbie et Kemal était lui-même d'origine bosniaque). L'Europe a toujours considéré les ottomans comme des ennemis, et ce rejet s'est produit en 3 temps : en 1683 lors de la bataille du Kahlenberg, puis lors du traité de Carlovtsi en 1689, et enfin lors du traité de Passarowitz en 1718. Les Turcs ne seront dès lors plus jamais en position d'expansion.

Il est paradoxal de leur appliquer un statut d'envahisseurs, alors même que les européens n'ont eu de cesse de les chasser. Après 1945, les Etats-Unis essaient de bloquer l'URSS au travers de 3 alliances : l'OTAN en 1949 pour l'Ouest, l'OTASE en 1954 pour l'Est, et le Pacte de Bagdad en 1955 qui scelle une alliance entre Irak/Iran/Turquie. En 1958, lors de la chute du roi hachémite en Irak, le pacte explose : la Turquie et l'Iran sont dès lors chargés de verrouiller l'Asie centrale, au travers des négociations d'adhésion à la CEE pour l'une et du Shah pour l'autre. Selon les Etats-Unis, la Turquie/l'OTAN/l'UE doivent former un tout. Les discussions sur l'intégration sont très anciennes : elles remontent à 1963 lorsqu'Ankara et Bruxelles rédigent un accord d'association stipulant que le pays aurait pour objectif de devenir un membre de l'Union. La Turquie a officiellement déposé sa candidature en 1987.

L'AKP est au début des années 2000 très ouvert au processus d'adhésion à l'UE car il lui donne un alibi pour démanteler les structures autoritaires de l'Etat kémaliste. L'heure est alors aux déclarations aimables en août 2001 : « Nous fixons comme objectif d'amener à nos gens la prospérité de l'Europe et ses normes élevées en matière de démocratie, de droit, de système judiciaire éducatif, afin qu'ils cessent de partir pour l'Europe ». ²⁴ Mais ce processus se dégrade progressivement : en février 2008, Erdogan fait une déclaration

²⁴ Nicolas Cheviron et Jean-François Pérouse. Erdogan, nouveau père de la Turquie ? Editions François Bourin. P. 197.

fracassante : « l'assimilation de la population turque en Allemagne est un génocide culturel, voire même un crime contre l'humanité ». En juillet 2012, Chypre prend la présidence tournante du Conseil Européen alors que depuis 1974, la Turquie ne reconnaît pas la souveraineté de Chypre, à l'encontre des recommandations du protocole d'Ankara (tout pays membre de l'UE doit reconnaître la souveraineté des autres états-membres). En mai-juin 2013, la révolte de la place Taksim est réprimée durement par le pouvoir, ce qui déclenche les protestations de l'UE. De nouvelles protestations de l'UE se lèvent lors des procès de l'affaire Ergenekon²⁵ et des purges qui s'ensuivent dans l'armée, la justice ou la police, entraînant le discrédit de ces institutions aux yeux de la population turque. En 2015, les législatives de juin et d'octobre marquent un déclin de l'AKP. Le processus de paix avec le PKK est rompu. En 2016, enfin, l'accord du 18 mars entre l'UE et la Turquie met cette dernière au cœur de la résolution des problèmes des migrants arrivant en masse en Europe : il s'agit d'octroyer 3 milliards d'euros d'aides en échange de son engagement à mieux contrôler les frontières et à réadmettre sur son territoire les déboutés du droit d'asile.

Le pays se pose ainsi comme solution au problème rencontré par les européens, problème paradoxalement créé par Erdogan en 2013 lors de l'ouverture des camps de réfugiés.

Par ailleurs, Recep Tayyip Erdogan se montre volontiers provocateur en expliquant le refus d'intégration par l'UE par le fait que « la majorité de sa population est musulmane » (déclaration du 22 juillet 2016). Enfin, ultime bravade au cours de l'été 2016, il a annoncé qu'il organiserait peut-être un référendum national sur une question du type « Doit-on continuer ou non les négociations pour rentrer dans l'UE ? ».

Que penser de la volonté réelle de l'Union Européenne de faire aboutir les négociations ? Selon le député européen Arnaud Danjean²⁶, « la France est depuis longtemps opposée à l'entrée de la Turquie, mais serait la seule à le dire ». Les réticences de nombreux états européens peuvent s'expliquer sous un aspect strictement politique : l'intégration de la Turquie dans l'UE pourrait briser l'harmonie des équilibres des votes actuels fondés sur les poids démographiques (la Turquie serait alors le pays le plus peuplé). Par ailleurs, certains Etats du Sud craignent qu'elle n'ambitionne de devenir le chef de file d'une politique européenne en Méditerranée.

Réciproquement, il est légitime de s'interroger sur la réelle volonté du pays de répondre aux critères imposés par Bruxelles : y a-t-il encore une envie d'Europe en Turquie? L'étirement

²⁵ Les procès « Ergenekon » a débuté en juin 2007 et a visé largement les opposants à Erdogan. Ce mot signifie « versant abrupt » et est issu de textes mythiques contant la naissance de l'histoire turque. Quand il évoque son nom, Erdogan fait référence à tout ce qui pourrait représenter une menace pour lui.

²⁶ Colloque EDG/UE 11 octobre 2016

sur 50 ans du processus d'adhésion génère assez logiquement une certaine lassitude au sein de la population turque. De plus, les purges ont touché une part importante des cadres favorables à l'UE. Erdogan semble ne plus reconnaître comme une alliée comme au début des années 2000 : il a menacé à plusieurs reprises de rompre ses engagements du 18 mars 2016 sur la crise migratoire et, ainsi de laisser des milliers de réfugiés inonder l'Europe si les dispositions de l'accord relatives aux visas pour les citoyens turcs (droit de voyager dans l'Espace Schengen sans visa pour de courts séjours) n'étaient pas appliquées. De fait, et pour cette raison, on laisse totalement faire Erdogan : la chancelière allemande Angela Merkel est pieds et poings liés à cause de l'accord sur les migrants, dans un contexte de raidissement des opinions européennes et d'échéances électorales). S'agissant des droits de l'homme, Erdogan s'est déclaré prêt à accueillir tous les réfugiés si Alep tombe : il réussit de la sorte un coup de maître sur les valeurs humanistes et religieuses, vis-à-vis des européens.

En définitive, la relation entre Turquie et Union Européenne est teintée de malentendus : malgré l'accord sur les réfugiés, la Turquie renâcle à réformer son appareil, et le processus d'adhésion semble bloqué à cause de la question chypriote et du retard dans la mise en place d'une législation efficace contre le terrorisme (ce qui paraît encore plus improbable dans le contexte actuel). Mais sceller l'échec des négociations est une décision difficile : la menace du rétablissement de la peine de mort pourtant abolie en 2004 constitue une ligne rouge claire dont le franchissement pourrait signifier la fin du processus d'adhésion.

- S'agissant de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) :

Alliance militaire de défense des démocraties occidentales, elle exige dans ses principes fondateurs que ses membres favorisent le pluralisme politique, le règlement pacifique des conflits à l'intérieur des frontières et avec leurs voisins pour limiter les risques de confrontations déstabilisatrices. La Turquie est la deuxième armée de l'OTAN et le seul pays musulman de l'alliance : elle reste un allié majeur. Pourtant, la relance du conflit kurde en juillet 2015 ne témoigne pas de cette volonté du respect de ces principes par le pouvoir turc : celui-ci entretient ou a entretenu une connivence avec les mouvements djihadistes syriens, et a refusé jusqu'en 2015 à ses alliés l'utilisation de ses bases aériennes dans leur guerre contre Daech. Le putsch a des conséquences militaires importantes : 50% des structures de commandement ont été « décapitées » lors de la reprise en main par le président Erdogan, mais également 50% des pilotes d'avions de chasse et la même proportion d'officiers généraux. Se pose dès lors la question de la capacité turque : est-elle devenue un allié faible ?

- S'agissant de la Russie

Le rapprochement auquel on assiste depuis plusieurs mois entre les présidents Poutine et Erdogan peut-il tenir ? Cette alliance crée assurément des avantages de court terme pour la Turquie en matière commerciale, d'exportations agricoles ou touristiques. Gazprom fournit 60% de la consommation de gaz de la Turquie, soit le deuxième client après l'Allemagne. En outre, elle peut ainsi afficher clairement son non-isollement diplomatique.

La Turquie et la Russie veulent un monde multipolaire, et non plus centré sur le monde occidental, selon leur tradition partagée d'un Etat fort et de la préférence pour une « diplomatie de nuisance ».

La Turquie, comme l'Empire Ottoman en son temps, est coutumière des forts et inopinés retournements d'alliances. Ils reposent généralement sur une logique qui, arguant de sa position centrale plus que de sa force, lui octroierait le droit de choisir ses alliés. En août 1914, le choix a été celui de la Triple Alliance aux côtés de l'Allemagne : cela s'est soldé par les accords Sykes-Picot en 1916.

2. L'économie turque, force ou talon d'Achille d'Erdogan ?

L'économie étant un facteur essentiel de puissance pour un Etat, Erdogan y porte une attention toute particulière, car elle représente une force ou un talon d'Achille pour son pays. Les années de présence au pouvoir du président Erdogan sont marquées par une très forte amélioration des conditions de vie de la majorité de la population turque. Sa vision extrêmement libérale, du moins durant les premières années, se démarque de la vision étatiste de Kemal. La situation était jugée bonne jusqu'en 2012 : l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE), le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque Mondiale (BM) estimaient que l'économie turque avait bien résisté aux turbulences mondiales. Cela est d'autant plus remarquable avec les conflits constants dans la région, l'afflux de réfugiés -même générateur d'un certain sursaut de consommation-, la reprise de la guerre avec le PKK, ou encore l'instabilité politique avec quatre élections en deux ans. Dans les années 2000, le PIB/habitant a été multiplié par 3 (10000\$/habitant, soit 30^e du monde). Depuis 2008, 5,6 millions d'emplois ont été créés, tout en maintenant un taux de chômage à 10%. Les femmes sont entrées sur le marché du travail. La pauvreté extrême a été quasiment éradiquée pendant cette période et la sécurité sociale est désormais accessible à tous. La première décennie d'Erdogan au pouvoir est en outre synonyme de modernisation sans

précédent des infrastructures turques. L'ensemble de ces réformes favorise l'émergence d'une importante classe moyenne et l'attraction d'investissements étrangers. Erdogan est ainsi particulièrement sensible au fait que cette bonne santé économique est un facteur fondamental de sa popularité et de son maintien à la tête de la République turque. Sur le plan économique et commercial, Erdogan et l'UE ont de nombreux intérêts en commun, la Turquie étant le premier client et le premier fournisseur de l'Union. De 2002 à 2010-2011, la perspective d'intégration a d'ailleurs aidé Erdogan dans ses réformes de l'économie turque. Depuis 5 ans, ils considèrent davantage ces exigences comme des entraves à son propre pouvoir (médias, justice, mais aussi législation sur les marchés publics, instrument politique de grande ampleur pour l'AKP).

Pourtant, cette croissance connaît des vraies faiblesses et de grandes contradictions, qui pèsent sur la pérennité du développement :

- La Turquie est très vulnérable à tout changement de politique monétaire, car elle supporte de lourds déficits de ses balances courantes ;
- Le pays souffre d'une fragilité spécifique car ce sont les dépenses de consommation qui soutiennent la croissance économique. Depuis le putsch avorté du 15 juillet, les autorités turques nient cet essoufflement, alors même que toute rupture de l'équilibre économique pourrait de ce fait à terme engendrer des troubles sociaux. De fait, le pouvoir intervient sur la banque centrale : il baisse les taux pour favoriser la population intérieure avec le risque afférent et croissance d'inflation, au lieu de les augmenter pour attirer les capitaux étrangers. Pour garder son indépendance, Erdogan voudrait créer une place financière importante ;
- La croissance constatée dans les années 2000 était bien réelle, mais fondée sur des secteurs à faible valeur ajoutée, comme le bâtiment, l'automobile ou le textile. Elle est une puissance économique moyenne et membre du G20, mais souffre du « piège du revenu moyen » énoncé par la Banque Mondiale, qui constate qu'entre 10 000 et 12 000\$/habitant, le pays est condamné à augmenter de manière significative la qualité technologique dans sa production industrielle ;
- L'Etat turc est très dépendant des investissements directs à l'étranger (IDE), eux-mêmes sensibles à la conjoncture, notamment par exemple à la crise européenne déclarée en 2008. Les IDE couvrent moins du quart des déficits courants depuis 2010. Il est donc devenu nécessaire de faire appel à la « hot money », investissements très volatiles et à la seule recherche des meilleurs taux d'intérêts, très sensible à

l'instabilité politique et aux conflits. Or, le contexte est tendu, avec les risques politiques et sociaux associés, en plus des nombreux réfugiés arrivés sur le territoire.

Si le taux de croissance turc atteint des niveaux records jusqu'en 2010-2012 (on parle des « Dix Glorieuses » de 2002 à 2012), il chancelle depuis. Depuis le putsch, les prévisions de croissance oscillent entre 2 et 3% : cette situation est problématique car une croissance de 5% est nécessaire pour absorber l'arrivée des jeunes sur le marché du travail (risque d'augmentation rapide du taux de chômage).

Ainsi, en dépit des belles améliorations des conditions économiques et des conditions de vie de la population turque, le modèle turc de développement économique est aujourd'hui en danger, menaçant par association la solidité du pouvoir et de la popularité du président Erdogan. Cela est d'autant plus sensible depuis le putsch et la mise à l'écart de nombreux acteurs économiques soupçonnés de trahison.

S'agissant plus précisément des hydrocarbures : dans le Grand Echiquier en 1997, Bzrezinski appuie sa définition de l'état-pivot sur les gazoducs et les oléoducs, notamment sur l'arc allant de l'Arabie Saoudite à l'Azerbaïdjan. La Turquie se situe sur le trajet du projet d'oléoduc BTC (Bakou/Tblissi/Ceyhan), mis en service au printemps 2005. Il peut être ici intéressant de traduire l'opinion du journal chiite libanais « Al Akbar », proche de Bachar Al Assad, sur les raisons politiques du conflit en Syrie. Selon le journal, il aurait pu y avoir 2 trajets d'oléoducs au Moyen-Orient : l'un était sunnite, et la Turquie en aurait largement bénéficié pour sortir de sa dépendance à l'Iran. Le choix de Bachar vers le trajet chiite serait à l'origine à l'origine du conflit, qui aurait donc une cause économique. L'axe sunnite, qui serait à l'origine de l'Etat Islamique, se serait vengé de Bachar. Que l'explication soit véridique ou non, elle traduit encore une fois la place centrale de la Turquie, un des atouts maîtres du président Erdogan.

Sur la problématique touristique, les turcs ont dans un premier temps soutenu l'EI, mais ont dû bloquer leurs frontières à la demande des Etats-Unis et de l'OTAN, fermant ainsi la circulation aux hommes et aux marchandises. L'EI a riposté en lançant des attaques terroristes contre la Turquie, non revendiquées dans un premier temps. Cela a aujourd'hui des conséquences graves sur le tourisme, pourtant un des pivôts de l'économie du pays (comme cela s'est également produit en Tunisie ou en Egypte).

Conclusion :

La volonté affichée de Recep Tayyip Erdogan est de positionner son pays au cœur de la géopolitique à la croisée des chemins de l'Europe, du Moyen-Orient, de l'Asie, voire même de l'Afrique. Pour autant, il apparaît complexe de décrypter sa stratégie pour y parvenir. Si l'on s'en remettait aux principes de Foch, la liberté d'action du dirigeant de la Turquie, évidente au premier abord, n'est finalement pas si avérée. Ses alliances intérieures et extérieures sont-elles si solides ? Les différents revirements de sa politique ne nuisent-ils pas à la cohérence de son action, et donc contre-productifs vis-à-vis de ses aspirations ?

A la question des moyens invoqués pour replacer la Turquie au cœur de l'échiquier, le Président Erdogan utilise probablement l'Islam, parce qu'il estime qu'elle a été réprimée par la mouvance kémaliste. Mais surtout car il pense que la religion est un vecteur majeur de rayonnement et de pouvoir, un peu comme le fait Poutine avec l'Eglise Orthodoxe. Ahmet Davutoglu, ministre des affaires étrangères puis Premier ministre de 2014 à 2016, a promu une vision trop ambitieuse, qui a fini par se révéler contre-productive. Du néo-ottomanisme, on est aujourd'hui revenu à une vision islamo-nationaliste moins large mais plus réaliste vis-à-vis de la place de la Turquie sur l'échiquier du Moyen-Orient et du monde en général.

Dans les années 2000, Erdogan a été à l'initiative de réformes très profondes pour démocratiser la Turquie et diminuer la domination étatique sur la société, afin de la laisser respirer et s'émanciper. Ces changements ont eu une influence sur la société : la population adopte des comportements de plus en plus des rapports individuels vis-à-vis de la religion, en parallèle à une notable amélioration des conditions de vie. Il est aujourd'hui très difficile de prédire ce qui va se passer. Il semble néanmoins plausible que Recep Tayyip Erdogan souhaite ardemment créer une nouvelle Turquie, espace de peuplement homogène. De ce point de vue, se dirige-t-on vers une « kémalisation islamique » de la Turquie ?

Les experts eux-mêmes sont indécis, car la politique d'Erdogan semble confuse au premier abord. En fait, la réalité est certainement à trouver entre ces deux thèses antagoniques de Tancred Jossier et de Nicolas Chevron/Jean-François Pérouse : il y a bien eu une période « Erdogan I » à tendance islamisante, qui entre en accord avec le point de vue du premier auteur. Cette période voit le dirigeant turc profiter de l'embellie économique et investir le dossier d'adhésion à l'UE. Mais il y a également une seconde période « Erdogan II » ouverte en 2014, qui montre un nouveau visage du Président. Il apparaît comme un nouveau Kemal (il fait d'ailleurs construire son palais présidentiel pharaonique à l'emplacement de la « ferme forestière d'Atatürk »), non dans un sens laïc strict, mais en tant que deuxième fondateur de la

Nation sur une base islamique. Recep Tayyip Erdogan a la nostalgie de l'Empire ottoman, mais souhaite introduire une dimension musulmane dans le développement de la société turque.

Au regard de l'actualité récente, et notamment du fait de la dégradation de la situation économique, il est fort probable que l'on se dirige vers un durcissement nationaliste du régime du Président Erdogan, lui permettant d'asseoir son autorité tant au sein de son pays que vis-à-vis de ses partenaires voisins ou plus éloignés. Il est probable à la lumière des récents événements, conséquences internes du putsch et alliance avec la Russie, que le président Erdogan conserve son autorité jusqu'en 2019, dates des prochaines élections présidentielles et législatives, voire même jusqu'en 2023, année du centenaire de la République turque fondée par Mustafa Kemal.

A la querelle qui oppose les partisans de le présenter comme un nouveau Kemal à ceux qui le voient comme un nouveau Sultan promouvant des idées conservatrices fortement teintées de religion, il est possible de réconcilier ces deux visions en affirmant que, quels que soit l'héritage de l'un ou l'autre, ils auront à coup sûr marqué d'un sceau indélébile leur présence à la tête de la Turquie. Comme il l'affirmait il y a plus de 20 ans lors de la campagne des municipales, « Istanbul ne sera qu'un premier pas ouvrant la voie vers l'instauration de l'ordre juste au niveau national ». La phrase prononcée par Recep Tayyip Erdogan lors de la création de l'AKP en 2001 selon laquelle « l'ombre du chef ne s'y fera pas sentir » ne semble plus d'actualité pour le maître de la Turquie. Il semble au contraire se diriger vers un exercice du pouvoir autoritaire de plus en plus solitaire et populiste, comme en témoigne l'actualité récente de politique intérieure turque. Il est présenté par ses détracteurs issus des franges laïques ou des minorités du pays comme un nouveau sultan et pour ses partisans de la classe moyenne et des couches populaires comme un digne successeur de Kemal. Mais les sultans de l'ère ottomane n'avaient qu'un pouvoir limité, alors que Recep Tayyip Erdogan est un homme fort. Aujourd'hui, selon Hamir Bozarslan²⁷, « la Turquie est un bateau ivre qui vit une « désinstitutionnalisation » (les institutions sont vidées de leur fonction), où toute légitimité est transférée à Recep Tayyip Erdogan – un président qui lui-même a peur ».

Le président Erdogan est un chef d'Etat puissant, pragmatique, voire opportuniste : indépendamment des différentes postures qu'il affiche ou a affichées, il veut avant tout étendre et garder le pouvoir, à son profit et pour la grandeur internationale de la Turquie.

²⁷ Revue L'Histoire n° 429. Les Kurdes, mille ans sans Etat. p.57

ANNEXE I : BIBLIOGRAPHIE ET SOURCES

Sources et bibliographie :

- Références bibliographiques

- BOZARSLAN Hamit (mai 2015). *Histoire de la Turquie contemporaine*. Paris : Editions La Découverte (2^{ème} édition). 2015. 128 p.
- CHEVIRON Nicolas et PEROUSE Jean-François. *Erdogan, le nouveau père de la Turquie*. Paris : Editions François Bourin. 2016. 440 p.
- CONRAD Philippe. *Guide géopolitique. La Turquie*. Presses universitaires de France. 2017 (à paraître 4 janvier 2017).
- DOPFFER François. *L'imbroglia turc*. s.l. : Editions lignes de repères. 2008. 160 p.
- GÜRSEL Kadri. *Turquie, année zéro*. Editions : Cerf. Collection : Le poing sur la table 2016. 76 p.
- INSEL Ahmet. *La nouvelle Turquie d'Erdogan. : Du rêve démocratique à la dérive autocratique*. Editions : La Découverte. 2015. 208 p.
- JOSSERAN Tancredi. 2010. *La nouvelle puissance turque, L'adieu à Mustapha Kemal*. Paris : Editions Ellipses. 2010. 219 p.

- Articles de presse

- Magazine L'Histoire. N°429 (novembre 2016). « Les Kurdes, Mille ans sans Etat ». Paris : Sophia Publications.
- Revue Défense Nationale n°791 – Juin 2016 – Nouveaux espaces stratégiques - La diplomatie turque au Moyen-Orient : du succès à l'échec - Ali Kazancigil

- Internet

- DEMIRTAS Selahattin in Le Monde Diplomatique. *La sale guerre du président Erdogan. L'homme qui se prend pour un Sultan*. Juillet 2016. P. 1, 4 et 5.
<http://www.monde-diplomatique.fr/2016/07/DEMIRTAS/55962>
- KAVAL Allan in Le Monde. Interview de Jean-François Pérouse. 12 août 2016.
http://www.lemonde.fr/international/article/2016/08/12/jean-francois-perouse-erdogan-se-positionne-desormais-comme-le-continuateur-d-ataturk_4982130_3210.html
- Manière de voir (supplément du Monde Diplomatique) n°132 (décembre 2013-janvier 2014).
- Les clés du Moyen-Orient. *Entretien avec Tancrède Josseran*. « Où en est la Turquie ? » (article publié le 22 juin 2016). Design : Katelia - Réalisation : Gaiaservice. Consulté le 13 octobre 2016.
<http://www.lesclesdumoyenorient.com/Entretien-avec-Tancrede-Josseran-ou-en-est-la-Turquie.html>
- Les Géopolitiques de Nantes 2016. « Où va la Turquie ? ».
<https://soundcloud.com//lelieuunique/les-geopolitiques-de-nantes-2016-ou-va-la-turquie.html>
- Libération (mars 2016) : gazoduc syrien, article « la bataille des corridors noirs »